

Avis voté en plénière le 8 novembre 2011

# Les négociations climatiques internationales à l'aune de la conférence de Durban

## Déclaration du groupe de la CFTC

Les travaux qui ont conduit à l'avis qui nous est proposé ont mis en évidence des réalités incontournables : que l'on partage ou non les conclusions du GIEC, l'évolution climatique est incontestable, la production de CO<sub>2</sub> est bien supérieure à ce que la nature peut éliminer. Cela ne peut pas ne pas avoir d'effet sur l'environnement. Si la consommation des pays émergents s'approche par habitant du niveau de celle des pays riches, notre terre pourra encore moins le supporter, tant en termes de ressources que de dégradation de l'environnement.

Le groupe de la CFTC approuve donc les propositions de l'avis, qu'il s'agisse de s'adapter aux changements climatiques ou réduire l'émission des gaz à effet de serre. Nous serions tout à fait favorables à la proposition de créer, à l'échelle mondiale, une taxe sur les transactions financières, avec toutefois des interrogations. Trouverions-nous un consensus international pour assurer le minimum de transparence que cette taxe suppose ? Les pays qui vivent largement de ces transactions comme la Grande-Bretagne acceptent-ils ce prélèvement ? Enfin, cette mesure étant également proposée pour financer d'autres besoins comme la santé ou l'emploi, pourrait-elle être à un niveau réaliste par rapport aux besoins climatiques ? L'avis propose fort heureusement d'autres moyens de financement comme l'affectation de tout ou partie du marché carbone. Il est logique pour la CFTC de les soutenir, mais, sont-ils réalistes ?

L'avis propose d'aller vers une économie plus sobre en ressources naturelles, ce que la CFTC ne peut qu'approuver. Mais nous nous trouvons confrontés à une question majeure, que l'on retrouve dans l'avis : comment sortir de la société de gaspillage dans le contexte d'un monde condamné à la fuite en avant de la croissance économique ? La réponse se trouve dans le « consommer mieux », mais l'impasse ne peut être faite sur la difficulté de réduire la consommation, ne serait-ce qu'en France, à un moment où la désindustrialisation génère de dramatiques problèmes d'emploi ou dans les pays pauvres à forte croissance démographique qui ont un besoin vital de revenus pour nourrir leur population.

Ces questions qui méritent d'être approfondies dans le cadre d'une réflexion spécifique ne remettant pas en cause les propositions centrales de cet avis de qualité, le groupe de la CFTC a voté favorablement.